

**INSTITUTION ADOUR**

**Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour**

Séance du 14 décembre 2016

Aujourd'hui, le quatorze décembre deux mille seize à 14 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Commissions 2 à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Madame Odile LAFITTE

Messieurs Paul CARRERE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES,

Messieurs Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard POUBLAN

OBJET : Affaires juridiques / SAGE Adour amont : Autorisation du Président à ester en justice**Exposé des motifs :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 22 juillet 2015 donnant délégation au Bureau pour les actions à intenter en justice au nom de l'Institution Adour,

Considérant qu'un recours en annulation contre l'arrêté inter-préfectoral en date du 19 mars 2015, portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Adour amont, a été introduit devant le Tribunal administratif de Pau par France Nature Environnement et que cette requête a été rejetée par le Tribunal administratif de Pau par jugement n° 1502027 en date 7 juillet 2016.

Considérant que les requérants, France Nature Environnement Midi Pyrénées entendent poursuivre leur action et ont interjeté un appel (requête 16BX03199) devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux contre le jugement rendu en première instance.

Considérant l'accord du Bureau pour une intervention volontaire de l'Institution dans le contentieux précité,

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le Président à défendre les intérêts de l'établissement dans cette affaire,

Considérant la nécessité d'être représenté devant la cour administrative d'appel de Bordeaux,

Il vous est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Président à ester en justice dans les instances ci-dessus rappelées,
- de désigner le cabinet DROIT PUBLIC CONSULTANTS pour défendre l'Institution Adour dans cette affaire.

**LE BUREAU**

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E**Article 1**

- D'autoriser Monsieur le Président à ester en justice auprès de la cour administrative d'appel de Bordeaux dans le contentieux contre l'arrêté inter-préfectoral en date du 19 mars 2015, portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Adour amont
- De désigner le cabinet DROIT PUBLIC CONSULTANTS pour défendre les intérêts de l'établissement public devant cette instance

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et Délibéré le 14 décembre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

✂ *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*